

Le Figaro Magazine 15/09/79

Quelle école, Quelle morale ? Editorial de Louis Pauwels

Il n'y a pas d'éducation sans morale Interview de Christian Beullac, ministre de l'Education Nationale

Quelle école, Quelle morale ?

Louis Pauwels

«Comment devient-on ce que l'on est ?» Je voulus, l'an passé, fournir par un livre ma réponse à cette question. Je m'avise aujourd'hui d'un oubli capital. Et l'école ? Et les maîtres ? Ne leur dois-je pas une part de ma capacité d'avoir un destin ? A tant d'années de mes rentrées scolaires frémissantes, je mesure ce privilège d'être né du peuple dans les années 1920. J'ai connu des classes primaires aussi honorables que des temples. Et des instituteurs en compétition de sainteté avec les prêtres, qui enseignaient l'élémentaire en se vouant à l'essentiel : élever les caractères, célébrer les vertus civiques et intimes. De sept à douze ans, j'ai aimé, respecté, admiré ces hommes, les tenant réellement pour mes maîtres, et le départ de ma destinée se joua sur l'ambition de les égaler.

Cette école, qui se voulait rivale du clergé, avait sa tradition issue de l'Humanisme, des Lumières et des grandes espérances scientistes. Ceux qui la fondèrent professaient une vision du monde, une idée de la culture, un sens des valeurs. Ils détenaient un modèle d'homme à proposer. C'est pourquoi ils instituèrent une pédagogie indissociable d'une éthique. « *L'enseignement moral, écrit Jules Ferry, est destiné à compléter et à relier, à relever et ennoblir tous les enseignements de l'école.* »

On peut approuver ou non l'assaut contre la société cléricale du XIX^{ème}. Il faut, en tout cas, reconnaître que les concepteurs de l'école de mon enfance eurent une philosophie globale de l'éducation. Ils se voulurent créateurs de mentalité, artisans d'une réforme intellectuelle et morale, engendriers de citoyens, bâtisseurs d'hommes.

En regard, quelle vacuité d'âme affecte l'école d'aujourd'hui ! Quelle philosophie de l'éducation s'y incarne ? Quelles valeurs morales y enseigne-t-on ? Appuyées sur quel consensus national ? De sorte que les mots d'« *Education nationale* » semblent avoir été trouvés à la hâte par un conseil des ministres poussé par la nécessité d'un cache-misère.

Certes, le monde a changé. Nous vivons dans la première civilisation incapable de proposer un modèle d'homme. Cela s'appelle une civilisation sans culture. C'est-à-dire un pur produit de l'économisme. Une civilisation sans culture fait des sociétés sans pédagogie. Il manquait aux propos sur notre monde, que M. Giscard d'Estaing vient de tenir, quelque réflexion sur cet abîme.

Cependant, il s'est produit., en juin dernier, un événement considérable qui fut passé sous silence par les médias. Pour la première fois, un ministre de *l'Education nationale* a osé dire qu'il serait temps de redonner un sens aux mots du fronton, temps de chercher un système éducatif pour la nation. S'adressant aux inspecteurs pédagogiques régionaux, M. Beullac a parlé de l'école comme *conversion de mentalité*, comme *construction du caractère*, comme *incitation à l'effort et à la volonté*, comme restauration d'un certain nombre d'exigences et de valeurs, et comme vaste entreprise pour « rendre une cohérence à l'univers mental des élèves ». En dépit des pollutions idéologiques qui, depuis trente ans, ont putréfié la pédagogie, M. Beullac réclame une morale du courage. Il a dit, implicitement, qu'une pseudopédagogie sans obligation, ni sanction, ni compétition s'apparente au détournement de mineur.

Il a développé sa pensée dans un article paru le même mois dans la « *Revue des deux mondes* », où je lis : « *Nous avons besoin de corriger ce que l'on a appelé une dérive de l'éducation. Découlant d'un affaiblissement de la culture, elle peut mettre en cause l'identité et la solidarité nationale mêmes* ». Et enfin « *L'appel au moraliste est une question qu'il faut enfin poser.* »

Je ne sais si M. Beullac sera entendu. Peut être. La Fédération de l'Éducation nationale, qui groupe 550 000 adhérents, se déclare sensible à son discours. Que des pensées rénovatrices, qui ont fleuri cet été en France, portent leur fruit en automne, me paraîtrait dans la nature des choses.

Il n'y a pas d'éducation sans morale

Interview de Christian Beullac, ministre de l'Éducation Nationale

Effort et responsabilité

"Le thème de l'effort, la plaidoirie pour une pédagogie de la responsabilité, impliquant une éducation de la liberté, constituent un axe essentiel de réflexion pour notre Fédération. La liberté suppose en effet un effort constant, indissociable d'ailleurs de la création de l'intérêt chez l'enfant.

C'est ainsi que les adultes doivent aider les jeunes à comprendre qu'il n'y a pas de pédagogie sans contrainte, sans difficultés à surmonter, sans efforts forts sur soi-même à faire. Ils doivent aider les jeunes à prendre eux-mêmes en charge une part de leur éducation, acquérir le sens des responsabilités, refuser la passivité et la mentalité d'assistés. Tous les laxismes engendrent fatalement les démissions (...)

La Fédération de l'Éducation Nationale entend réhabiliter l'éducation civique. Il doit bien s'agir d'éducation et non de simple instruction civique. Moyen de former, de façon harmonieuse et concomitante, aussi bien l'homme que le travailleur ou le citoyen moyen également de réhabiliter les vertus collectives et de défendre la consommation collective contre la consommation gadget."

André Henry, secrétaire général de la Fédération l'Éducation Nationale, 5 septembre 1979

"La morale est un fait social qui porte en lui-même son commencement et sa fin; et la morale sociale devient ainsi par dessus tout une question de culture, non pas seulement de la culture que donne l'éducation primaire, mais celle qui résulte des législations bien faites, et aussi de la pratique intelligente de l'esprit d'association.

La vraie morale, la grande morale, la morale éternelle, c'est la morale sans épithète.

... C'est la bonne vieille morale de nos pères, la nôtre, la vôtre, car nous n'en avons qu'une.

L'enseignement moral destiné à compléter et à relier, à relever et à ennoblir tous les enseignements de l'école."

Jules Ferry(1832-1893), ministre de l'Éducation publique.

"Il n'y a plus d'éducation. On fait un bachelier, un licencié, un docteur, mais un homme, il n'en est pas question. Au contraire, on passe quinze années à détruire sa virilité. On rend à la société un petit mandarin ridicule, qui n'a pas de muscles, qui ne sait pas sauter une barrière, qui a peur de tout, qui, en revanche, s'est bourré de toutes sortes de connaissances inutiles, qui ne sait pas les choses les plus nécessaires, qui ne peut donner un conseil à personne, ni s'en donner à lui-même, qui a besoin d'être dirigé en toutes choses, et qui, sentant sa faiblesse et ayant perdu ses lisières, se jette pour dernière ressource au socialisme d'Etat. - Il faut que l'Etat me prenne par la main, comme l'a fait jusqu'ici l'Université. On ne m'a appris qu'à être passif. Un citoyen, dites-vous ? Je serais peut-être un citoyen si j'étais un homme."

Jules Simon (1814-1896), ministre l'Éducation publique.

Dés votre arrivée rue de Grenelle, vous avez déclaré, monsieur le ministre, qu'il n'y aurait pas de "réforme Beullac " mais une " action Beullac". Est-ce par volonté de rupture avec la politique de votre prédécesseur, René Haby, que vous avez adopté le style du non-technicien ou simplement parce que l'éducation comporte, à vos yeux, une dimension plus fondamentale que les problèmes techniques ?

Je m'efforce toujours d'être moi-même, et je t'ai donc pas cherché un style, par opportunité.

Cela dit, j'ai mesuré la responsabilité que j'assumais en devenant ministre de l'Éducation.

Je n'étais ni un technicien des sciences de l'Éducation, ni un professionnel de la politique. J'avais donc été choisi à cause de mes responsabilités passées.

C'était un geste significatif d'appeler l'ancien directeur général de Renault, l'ancien ministre du Travail, à la tête de la prestigieuse maison de la rue de Grenelle. C'est le temple du savoir, mais c'est aussi le siège social d'une immense

entreprise de 850.000 personnes, dont le budget est le plus important de France, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé.

Trente ans de vie active m'ont frotté aux choses et aux réalités du monde. Après les grandes écoles, qui m'ont enseigné le sens de l'effort, après le service public, qui m'a enseigné celui de la générosité, les contraintes de la vie en usine n'ont donné le respect des hommes. Elles m'ont appris l'importance de l'organisation et de la prévision, elles m'ont appris aussi la solitude de la responsabilité. Je sais que l'on n'obtient rien sans effort et sans la durée. J'ai compris la confiance que l'on doit aux autres, et que le chef doit gagner l'adhésion de son équipe.

Dans un monde nouveau pour moi, la méthode s'imposait d'elle-même. J'avais à continuer l'œuvre entreprise depuis tant et tant d'années au ministère de l'Éducation et à y apporter mon expérience et ma volonté. Je l'ai fait avec enthousiasme parce que je retrouvais comme une vocation rentrée. Tout un chacun - dès lors qu'il a un peu de générosité et le goût du partage - a souhaité, à un moment de sa vie être enseignant. C'est le métier le plus exaltant et le plus difficile la fois.

L'éducation comporte, en effet, comme vous pressentez, une dimension plus vaste et plus fondamentale que la dimension purement institutionnelle et technique que l'on met d'ordinaire en avant.

L'éducation, c'est - assurée conjointement par la famille et par l'école - la transmission, de génération en génération, de toute la mémoire du monde. Pour les parents, vis-à-vis de leurs enfants, elle constitue la plus grande des responsabilités. Pour la collectivité, vis-à-vis de ses membres, elle constitue - avec la Défense - le plus impérieux des devoirs.

Il faut rappeler que nous sommes tous comptables de ce que l'humanité a accumulé de savoir depuis des millénaires et que nous n'avons pas le droit de le laisser perdre par égoïsme ou par légèreté. Cette exigence familiale et nationale fonde, à chaque génération, la communauté des enseignants, des parents et des élèves.

Sans doute cette solidarité profonde a-t-elle été perdue de vue. Les intérêts des personnes ou des groupes sont venus au premier rang de la scène. Mais le moment me semble proche où la volonté de sauvegarde, plus forte crue tout, recréera le consensus. C'est à nous d'y aider, par l'action quotidienne. C'est ce que je m'efforce de permettre partout, dans les textes d'orientation comme dans les classes, où l'enseignant, dans sa solitude, tient en définitive tout en main.

Une organisation solide, un cadre clair de progression doivent soutenir les éducateurs. La responsabilité n'est pas l'isolement.

Ma charte est donc en partie double : gestion réaliste du quotidien, mais référence au but, qui implique système de valeurs et générosité. Permettre de faire, c'est toujours plus difficile que d'imposer!

Une culture contrastée et ouverte

L'influence que tente d'exercer un ministre, cela se traduit concrètement par le choix d'un langage. Dans votre discours, le thème moral occupe une place essentielle. Ne craignez-vous pas d'apparaître comme un ministre moralisateur ?

Il n'y a pas d'éducation sans morale. C'est une banalité que de le dire. Mais votre question, dans sa forme même, est révélatrice d'un malaise qui ne concerne pas seulement le ministre, mais l'enseignement tout entier.

La référence à un ensemble de valeurs reconnues comme telles, serait donc interdite - par hypocrite convenance - au ministre de l'Éducation et à tous ceux qui assument le plus précieux des services publics ? Alors je demande : faut-il que je sois simplement gestionnaire des carrières des enseignants et du matériel pédagogique ? Faut-il que j'apparaisse exclusivement comme un afficheur d'horaires et de programmes ?

Pour les parents, pour les enseignants, la réponse - lorsqu'ils la donnent en tant qu'individus, c'est résolument : non. Ils savent qu'aucune transmission des connaissances n'est possible sans un point d'appui moral, sans une cohérence d'ensemble, sans des ambitions généreuses qui tirent en avant l'enfant et l'enseignant.

Mais, le discours dominant, tel qu'il est collectivement tenu, va exactement dans le sens contraire. Par conformisme beaucoup plus que par conviction, l'abstention est la règle.

Comment lever cette contradiction ?

L'affaire se complique encore avec les difficultés accrues que connaissent aujourd'hui les jeunes pour s'insérer dans l'univers des adultes et les multiples problèmes avec lesquels notre époque est confrontée. Modelé par une société en changement rapide, l'homme nouveau n'a pas pu établir encore les règles nouvelles de son « *vivre ensemble* ».

Plus on parle du sujet, plus on tourne autour, sans l'aborder vraiment, comme si une sorte de tabou le couvrait d'une protection invisible et absolue. Malgré les colloques, les rencontres, les débats, les études et les livres, un

antagonisme aigre oppose, de plus en plus, les enseignants entre eux, les parents aux maîtres, les théoriciens aux praticiens, les hommes de terrain aux décideurs des administrations centrales, les syndicats aux « responsables », les uns et les autres aux politiques et tous ensemble à l'Etat centralisé et bureaucratique. Mais la mort symbolique du bouc émissaire (le remplacement du ministre par exemple), ou la sophistication technique (dans la pédagogie, les programmes ou les filières) sont des remèdes d'apparence. S'ils font, provisoirement, disparaître la fièvre, ils n'attaquent pas la maladie.

Je voudrais ici être simple et parler clair.

C'est l'honneur de notre société et de notre civilisation que de respecter - c'est devenu maintenant un instinct - le pluralisme des morales, de ne plus ignorer les différences, d'accepter et de permettre la diversité. C'est l'ambition de notre culture que de se vouloir contrastée, ouverte et en quelque sorte polychrome. C'est l'exigence fondamentale de notre enseignement que de refuser le dressage, le moule unique, le laminage des personnalités, et la brutalité des certitudes, des certitudes qui n'ont plus rien d'admirable dès lors qu'elles sont imposées. On ne peut faire une chose et son contraire : éduquer; c'est conduire vers un but, avec des ambitions et des moyens qui sont à l'opposé même de l'égoïsme et du relâchement.

Vous l'avez compris : je m'explique sur le fond et je m'engage tout entier.

Affirmer l'exigence d'une morale éducative, ce n'est pas réclamer un ordre moral ou totalitaire, c'est exactement l'inverse. La prudence du langage et du ton, le refus du psychodrame, des querelles de chapelle ou des guerres de religion, voilà, en l'occurrence, quel est le devoir d'un ministre de l'Education dans une nation libre qui entend le rester. Mais il doit demander aux éducateurs, enseignants et parents d'agir dans le cadre de leurs propres responsabilités en acceptant les règles élémentaires du jeu, et en les acceptant toutes. C'est cela lever la contradiction centrale qui - actuellement - paralyse les bonnes volontés les plus ardentes, les sincérités les plus vraies, les capacités les plus riches.

Nous avons, certes, des problèmes majeurs d'organisation, dont le premier est l'excessive centralisation de notre système éducatif. Il n'est pas possible de diriger, de commander, de développer le sens des responsabilités, dans une entreprise qui emploie plus de 850.000 personnes et où le contrôle de gestion ne peut se faire comme il se fait dans des collectivités à humaine, par l'adéquation du possible et du souhaitable à travers la mise en parallèle de ses dépenses et des recettes.

L'Education doit s'accepter elle-même

Comment admettre que, dans les dépenses d'Education, la part du matériel pédagogiques reste aussi faible et que l'école s'interdise de mettre au service des maîtres et des élèves les prodigieux outils de communication et d'information dont bénéficie désormais le monde moderne ?

Comment admettre que l'école ne prenne pas davantage en compte le bouleversement de l'imaginaire collectif des enfants par les média vision, film, radio et disques ?

Comment admettre, en définitive, que l'enseignement n'épouse pas son temps ?

Mais il est capital, avant d'aller plus avant dans les mutations nécessaires, que l'Education commence par s'accepter elle-même, comme un va-et-vient permanent entre l'individuel et le collectif, entre le matériel et le spirituel, entre la spécialisation et la cohérence, entre l'instant et la durée.

Il y a là, sur le fond, un problème de consensus. Il nous faut trouver, de toute urgence, un accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les règles morales, ces règles qui, parce qu'elles dépassent l'individu, lui permettent la joie de la générosité altruiste, et le sens de la continuité par delà l'instant.

Vous affirmez que la création du «collège unique» représente une «grande option morale et civique». Comment juger, alors, la réaction de certains grands lycées qui ont mis en place une sélection féroce des classes terminales ?

La création du collège unique - il ne faut pas l'oublier - est une décision qui engage la souveraineté nationale puisqu'elle est inscrite dans la loi sur l'Education votée démocratiquement par le Parlement. Il est utile de lire et de relire à ce sujet les travaux préparatoires et les débats qui ont eu lieu dans les deux assemblées. Les élus ont agi en connaissance de cause. Conscients des difficultés de l'application des principes, mesurant les délais et les incertitudes de l'adaptation, ils ont été mus par un double souci de justice et d'unité sociale - deux des ambitions les plus nobles qu'une collectivité puisse se donner.

Une exigence de justice

Vouloir l'égalité des chances, c'est une exigence de justice.

Faire vivre ensemble, de la sixième à la troisième tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, c'est un devoir de cohérence civique, et nationale.

Voilà pour les intentions. Elles ne suffisent pas, à elles seules, à changer la réalité. Il faut du temps, c'est-à-dire de la ténacité, des ajustements et des adaptations au jour le jour, bref, une véritable volonté humaniste.

Cela dit, qui ne peut clore le débat, mais seulement l'éclairer, je ne vois pas quels sont « *les grands lycées qui auraient mis en place une sélection féroce à l'entrée des terminales* ». Vous devez confondre. Pour l'inscription dans les classes préparatoires aux grandes écoles, en effet, les chefs d'établissement tiennent compte des résultats obtenus durant les dernières années de la scolarité. Est-ce une orientation, qui évite à des adolescents des mois ou des années inutilement perdus après le baccalauréat? Est-ce une première sélection qui permet de constituer des équipes d'élèves homogènes, capables de se préparer efficacement à la vraie sélection : celle du concours, qui est une dure compétition ?

Ce qu'il faut, dans tous les cas, c'est refuser les querelles de mots. Sélection ou orientation ne sont en rien en contradiction avec l'égalité des chances. Ce sont des moyens et non des fins.

L'égalité étant, à la limite, une revendication sans fin, ne croyez-vous pas qu'une façon de clarifier le débat entre égalitaristes et réalistes consiste à définir les mots : quel sens donnez-vous à cette fameuse égalité des chances ?

Je viens de dire moi-même qu'il fallait éviter les querelles de mots. Alors, allons droit au but. On a confondu - par légèreté ou par démagogie - l'égalité des chances avec l'égalité des résultats.

Je ne vois pas quelle société de providence pourrait faire en sorte que ceux qui reçoivent fassent le même profit de ce qui serait également réparti entre eux.

Non seulement il serait suprêmement injuste que ne soit pas pris en compte l'effort personnel, mais c'est matériellement irréalisable. Quels que soient les adjuvants, quelles que soient les corrections que l'on puisse apporter, pour chaque élève, à son équation de départ, il faut bien nous rappeler que nous n'avons pas affaire à des machines, mais à des êtres vivants, qui évoluent de leur vie propre et participent à cette création permanente qu'est l'aventure personnelle et le leur collectif.

Une mystification

L'égalité des chances, c'est un effort pour réduire, quelles qu'en soient la nature ou les origines, les inégalités qui font qu'au départ certains élèves sont en état d'infériorité par rapport à certains autres. Et c'est la volonté de permettre à tous, tout au long de leur scolarité, de développer au mieux leur personnalité, leurs potentialités.

Je le répète, pousser à confondre égalité des chances et égalité des résultats est une mystification malfaisante, qui n'aboutit qu'à créer l'envie et parfois la haine.

A la veille de votre seconde rentrée estimez-vous que « l'ouverture de l'école la vie » progresse ? Que répondez-vous aux entrepreneurs qui constatent que le système scolaire ne prépare pas les jeunes à affronter les réalités d'aujourd'hui, la concurrence, le risque, l'incertitude ?

Je vais vous surprendre. Votre question confirme qu'une révolution s'est faite dans les esprits et que nous n'en avons pas encore conscience. C'est un renversement de cent quatre-vingts degrés. La permissivité, le souci de l'épanouissement sans effort, le refus de la compétition traumatisante et de l'exercice répétitif qui ennuie ont été longtemps à la mode. Le paradoxe est que, aujourd'hui, les parents, les éducateurs et les enfants réclament, par une sorte de retour du balancier, ce qui a été banni durant vingt ans.

C'est vrai, en effet, que dans les sociétés occidentales, riches et comblées par une organisation économique et politique adaptée au progrès scientifique et technique, le système scolaire s'est peu à peu éloigné de la concurrence, du risque, et de l'incertitude. Il n'avait pas à y préparer les enfants puisque ces données avaient presque disparu.

Au fond, c'est dans l'ordre des choses qu'il y ait adéquation entre l'enseignement et la société. L'état d'esprit des parents et des enseignants a reflété l'épanouissement général. Une génération qui n'avait connu que le progrès facile, sans crise et sans recul, a souhaité ardemment que ses enfants, dès l'école, vivent le même monde de satisfaction. S'ils n'obtenaient pas leur dû, c'est ce qu'on ne voulait pas leur donner. Assurer la meilleure répartition possible d'une croissance assurée, c'était le but du politique dans la société et l'exigence première dans l'éducation.

Mériter et gagner

Aujourd'hui, les Français, même s'ils ne le proclament guère, ont compris que les belles années sont derrière eux. La société anonyme de distribution d'assurances tous risques et d'irresponsabilité illimitée est en train de disparaître.

L'Europe n'a plus de rente de situation lui assurant dividendes. Nous ne pouvons plus regarder la compétition comme un spectacle ou une simple fantaisie sportive.

Il nous faut, en tant que nation, mériter et gagner. Mais chacun d'entre nous sait bien que c'est son affaire personnelle, et qu'il nous faut l'apprendre à ceux qui nous sont chers : nos enfants.

De là, pour ce qui est de l'éducation, ce changement d'attitudes qu'il nous faut mettre à jour, sans rien bousculer.

Les Français se disent entre eux que, pour réussir, il faut se préparer par l'exercice, se renforcer par la répétition, s'entraîner à l'effort. Ils voudraient que l'on pratique l'esprit d'équipe, que l'on forme des hommes capables d'audace, d'imagination et de courage. Ils s'interrogent sur les moyens d'y parvenir.

Ce renversement de la conscience collective va ouvrir l'école à la vie. Michel Crozier a rappelé qu'on ne réforme pas la société par décret, et, en effet, dans un pays libre et de responsabilité, on ne gouverne pas l'école par circulaire ministérielle. Organiser le changement, c'est d'abord le décrire, c'est libérer la parole et la pensée bloquées par le conformisme et les habitudes ? Je marquerai, à chaque occasion, les temps forts de cette longue route, comme je l'ai fait tout récemment pour la formation des instituteurs ou l'éducation concertée.

Je n'entends pas pour autant limiter ma tâche à celle du chœur antique commentant une action à laquelle il ne participe guère. Ma responsabilité étant de conduire ce changement, j'ai défini les objectifs et les moyens. Ils sont inscrits dans la loi et le seront chaque année dans le budget. La volonté, l'enthousiasme et la foi seront à la mesure des nécessités nouvelles, des nécessités qui sont déjà là et qui ne cessent de s'imposer d'avantage.